

RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 JANVIER 2010 À 18 h 00

L'an deux mil dix, le mardi vingt-six janvier, à 18 heures, le conseil municipal dûment convoqué le 22 janvier 2010, s'est réuni en session ordinaire au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Julien TISSANDIER, Maire.

PRÉSENTS : J. TISSANDIER, P DESTRIEUX, S. ARCHAMBAUD, JM BOYER, A CLÉMOT, E. GUÉLIN, C. MARC, S. MAZUREAU, MG de SAMIE, J-P VELEZ.

ABSENT EXCUSÉ : J. ARNAUD

Madame Marie-Georges de SAMIE a été élue secrétaire de séance.

Le procès verbal de la réunion du 1er décembre a été approuvé à l'unanimité.

SO. PO. TP

La commission voirie s'est réunie pour établir une liste (photos à l'appui) des détériorations déjà observées sur le Grand Chemin Chaussée.

La SO. PO. TP a adressé une lettre à Monsieur le maire précisant avoir effectivement constaté des détériorations dues certainement aux dernières fortes précipitations et au gel. La décision a été prise de boucher les trous afin d'éviter de plus graves dégradations.

En même temps, une lettre sera envoyée pour demander que les travaux soient refaits en accord avec le D T U .

Des réserves ont déjà été faites concernant les travaux et les futures réparations, à savoir :

- Problème de couche de finition.
- Mal façon aux embranchements des rues adjacentes.
- Mauvais accrochage du goudron au gravillon.

La garantie décennale ne devra démarrer qu'à la réception définitive du chantier.

REMBOURSEMENT SMACL

Alors que le dossier de l'incendie de l'aire de loisirs semblait être clos (notre avocat, également avocat de l'assurance, nous avait conseillé de lever notre plainte envers le délinquant), l'assurance nous réclame, selon le principe de la double peine (Reconstruction à la charge du délinquant et versement d'une indemnisation par l'assurance), le remboursement de l'indemnité versée, soit la somme de 22 000 €.

Après intervention de Monsieur le Médiateur de la République, cette somme a été réduite de 10 000 €.

Compte tenu de la fragilité des finances communales, Monsieur le Maire propose d'étaler cette somme sur 3 budgets consécutifs (2010, 2011 et 2012).

Toutes explications entendues, le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à négocier une convention financière avec la compagnie d'assurance qui permettrait d'étaler le remboursement sur ces trois exercices budgétaires. La convention à venir précisera que le

règlement interviendra pour solde de tous comptes, sans intérêts et selon des annuités égales d'un montant de 4 000 €.

Le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à signer tous documents utiles au règlement définitif de cette affaire.

SINISTRE AU DOJO

Dans la salle de judo, comme dans le bloc sanitaire, il a été constaté des dégâts. Après des recherches, il s'est avéré que ces désordres ont été causés par un acte malveillant (des personnes seraient montées sur le toit cassant la toiture ce qui a entraîné une infiltration d'eau).

Des devis sont en cours de réalisation pour effectuer les travaux très rapidement.

PAUSE de 10mn

Cette pause a permis la lecture des cartes de vœux reçues à la mairie pour cette année 2010

POSE SIGNALÉTIQUE

Deux employés de la Communauté de Communes de Haute Saintonge effectueront, avec notre agent communal et un bénévole de la commune, la mise en place de la signalisation sur le Grand Chemin Chaussée et les rues adjacentes.

Cela permettra une économie importante car les devis des entreprises contactées se chiffraient entre 5 000 € et 10 000 €.

VOIRIE 2010

La commission 'Voirie' s'est réunie et a fait l'inventaire des travaux à prévoir :

- Prolongement de la rue du Grand Loubet
- Rue du Plantis Blanc
- Chemin de la Terrière
- Impasse du Plantis Blanc
- Rue de La Chaume
- Rue de la Seigneurie
- Rue de la Sainte-Vierge
- Rue de la Grande Métairie (de la rue de la Sainte-Vierge à la propriété JC TESSON).

Des devis ont été demandés. En fonction des possibilités financières, la commission 'Finances' proposera un calendrier de mise en chantier.

P P R N : PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS

Le conseil municipal a pris acte en constatant que les observations formulées par les intéressés n'avaient pas été prises en compte et que le refus leur avait été signifié.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU SYNDICAT DES EAUX

Eau

Constatation de l'augmentation du nombre d'abonnés depuis 2004 mais chute de la consommation (- 10 m³ par abonné en 2008).

Proposition d'évolution des tarifs de 1,2 %. Cette perspective est basée sur une croissance de 1 % du nombre d'abonnés et une diminution de consommation de 0,5 % par abonné. Ce qui donnerait une augmentation générale d'environ 0,99 € pour une consommation de 96m³/an.

Assainissement collectif

Augmentation d'environ 1,2 % soit une augmentation de 1,79 € pour 96 m³.

Participation au raccordement à l'égout égale à celle de 2008.

Assainissement non collectif

Le contrôle de conception s'élèvera à 178 € TTC.

Le diagnostique de fonctionnement s'élèvera à 100 € TTC.

La redevance de contrôle spécifique s'élèvera à 60 € TTC.

OUVERTURE DE CRÉDITS EXERCICE 2010

Vu la loi n° 88.13 du 5 janvier 1988, qui prévoit dans son article 15 du titre III que dans l'attente de l'adoption du budget primitif le Maire peut, sur autorisation du Conseil Municipal, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts à la section d'investissement **du budget de l'exercice précédent**, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Vu que cette autorisation doit préciser le montant et l'affectation des crédits,

Vu que pour le budget principal, le quart des dépenses d'investissement inscrites au budget primitif 2009, hors dette s'élève à 269 350 €uros (419.890 - 150.540)

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, après avoir délibéré,

AUTORISE :

M le Maire à engager et mandater dès le 1^{er} février 2010, l'opération suivante dans la limite des crédits suivants :

- Achat tables compte 2184-112 pour 925,70 €uros.

DIT :

Ces crédits seront régularisés dans le cadre du vote du budget primitif 2010.

PARTICIPATION SCOLAIRE

Monsieur le Maire expose au conseil que certains élèves doivent suivre un cursus scolaire non dispensé par l'école intercommunale de St-Sever/Rouffiac.

C'est le cas de Marine MARTINAUD scolarisée à l'école Eugène PELLETAN à Saintes. La participation des frais, pour l'année 2008/2009 s'élève à :

- 242,90 € pour la Communauté De Communes du Pays Santon
- 182,39 € pour la commune de Saintes.

Le conseil, à l'unanimité, accepte le paiement de ces frais et charge Monsieur le Maire de signer tout document en ce sens.

MOTION SUR LA DISCRIMINATION FISCALE RELATIVE AU PINEAU DES CHARENTES

Considérant que le Pineau des Charentes fait partie intégrante de la renommée de son territoire, et qu'il est le premier vin de liqueur d'appellation d'Origine Contrôlée de France.

Considérant que la filière Pineau des Charentes concourt au développement de l'économie de sa région de production et à l'aménagement de son territoire rural.

Considérant que la fiscalité dont il fait l'objet est 63 fois plus élevée que celle de ses concurrents, vins aromatisés industriels.

Cet écart s'est aggravé en valeur depuis 2009 : les taxes sur les vins et spiritueux sont désormais soumises à indexation.

En 2 ans, les taxes sur le Pineau des Charentes passeront de 214 €/hl à 223,29 €/hl, soit une hausse de plus de 9 €, égale, à elle seule, au triple de la fiscalité pesant sur les vins aromatisés de type industriel.

Considérant qu'il est anormal que des produits de terroir, soumis à des contraintes d'élaboration strictes, et en permanente recherche de qualité, soient pénalisés.

Demande que l'Etat mette fin à cette discrimination fiscale :

- en supprimant toute indexation des taxes sur les vins de liqueur AOC
- en modifiant de manière substantielle leur régime fiscal.

ATESAT 2010

Mr le Maire expose à l'assemblée que, dans le cadre de la Réforme Générale des Politiques Publiques, le comité de modernisation des politiques publiques a décidé de réorienter l'Ingénierie Publique vers le portage des politiques territoriales prioritaires de l'État. La confirmation de 'l'Assistance Technique fournie par l'État pour des raisons de Solidarité et d'Aménagement du territoire' (ATESAT) constitue l'une des mesures d'accompagnement de cette décision.

Le contenu du conventionnement ATESAT reste régi par le décret n° 2002-1209 du 27 septembre 2002 en ce qui concerne la mission de base relative aux domaines de la voirie, de l'aménagement et de l'habitat en outre élargi aux modalités techniques d'intervention sur la territorialisation du Grenelle de l'Environnement.

Notre commune ayant été déclarée éligible pour l'année 2010, le Service d'Aménagement Territorial de Saintonge de la DDE de la Charente-Maritime (SATS-DDE 17) peut nous proposer la mise en œuvre de la mission de base et de la mission complémentaire relative à 'l'assistance à l'établissement d'un diagnostic de sécurité routière'.

Le conseil municipal, à l'unanimité, accepte l'adhésion pour 2010 et charge Monsieur le Maire de signer tous documents relatifs à cette affaire.

QUESTIONS DIVERSES

Avec les rigueurs de l'hiver, il est nécessaire de rappeler aux administrés qu'ils doivent assurer l'entretien devant leur domicile.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 heures 30.

Signatures :

J. TISSANDIER

P. DESTRIEUX

S. ARCHAMBAUD

JM BOYER

A. CLÉMOT

E. GUÉLIN

C. MARC

S. MAZUREAU

MG de SAMIE

JP VELEZ